

Réponse de GRDF à la consultation publique n°2019-013 du 23 juillet 2019 relative au prochain tarif d'utilisation des réseaux de transport de gaz naturel de GRTGAZ et TEREKA

Question 1 : Quelle est votre position quant à l'introduction éventuelle d'une différenciation entre la rémunération des actifs historiques et des nouveaux actifs pour le tarif ATRT7 ?

GRDF formule un avis défavorable à la proposition de mise en place d'un système de rémunération à deux taux, différenciant les actifs historiques et les nouveaux investissements.

En premier lieu, les actifs ne sont pas financés séparément selon une logique de gestion de projet. Les décisions de refinancement portent d'ailleurs sur des enveloppes globales incluant indifféremment anciens et nouveaux actifs. Différencier les nouveaux investissements reviendrait à les considérer comme financés systématiquement par de l'endettement. De plus, les actifs de la BAR existante n'ont pas fait l'objet d'une telle différenciation au moment de leur financement, ce qui introduit une dissymétrie dans la méthode.

Sur le plan industriel, les investissements sont pour la plupart « obligés », ils sont orientés dans le cadre de politiques à moyen ou long terme, pour répondre aux exigences de la mission de service public, indépendamment des opportunités financières offertes par les taux de rémunération.

Au final, un tel dispositif, indépendamment ou non de l'indexation annuelle de certains de ses paramètres, introduirait une complexité inutile et un manque de lisibilité pour les marchés.

GRDF est tout à fait disposé à discuter à l'avenir avec la CRE des évolutions possibles des mécanismes de rémunération des actifs mais considère que ces discussions devraient intervenir suffisamment en amont des discussions tarifaires pour permettre de consulter les acteurs de marché et assurer la prise en compte des éventuels changements dans les demandes tarifaires des opérateurs.

Question 2 : Avez-vous des remarques concernant le traitement des actifs cédés envisagé par la CRE pour le tarif ATRT7 ?

Remarque préalable :

La CRE ne précise pas la définition qu'elle retient pour les « coûts échoués », suite à la consultation publique du 14 février 2019 relative au cadre de régulation tarifaire applicable aux opérateurs d'infrastructures régulées en France (question 22).

Compte-tenu des différents principes de couverture des coûts d'investissements d'un point de vue tarifaire (BAR, VNC, ...), GRDF avait proposé, dans sa réponse à cette consultation publique, de retenir comme définition des coûts échoués la « valeur résiduelle » d'un actif qui ne serait plus utilisé, pour s'adapter à l'ensemble des situations rencontrées.

En effet, dans le cas de la régulation des opérateurs de réseaux d'électricité, la rémunération avec un taux nominal rémunère totalement le capital immobilisé qui est égal à la valeur nette comptable. L'opérateur n'est donc pas pénalisé dès lors que la sortie d'un actif de la BAR est compensée à la VNC.

Dans le cas des opérateurs gaz, une partie de la rémunération liée à l'inflation est différée sur l'ensemble de la durée d'amortissement de l'ouvrage via la réévaluation annuelle de la BAR.

Pour ne pas maintenir d'inégalités¹ de traitement entre opérateurs gaz et électricité, il serait donc nécessaire de prendre en compte la valeur résiduelle réévaluée de l'ouvrage et non sa valeur nette comptable.

Ceci étant rappelé, GRDF est favorable au dispositif de couverture des coûts échoués proposé par la CRE, et donc à l'intégration au revenu autorisé des opérateurs d'une enveloppe annuelle incitée afin de couvrir la valeur résiduelle (qui dans le cas des opérateurs gaziers correspond à la BAR) des actifs retirés de l'inventaire avant la fin de leur durée de vie réglementaire.

GRDF considère que ce dispositif incite également l'opérateur à maîtriser l'enveloppe de coûts échoués et à rechercher une couverture de ces coûts par les demandeurs dans le cas de déplacements d'ouvrages par exemple. En particulier, la couverture intégrale au CRCP de ces coûts n'est pas forcément souhaitable, notamment dans l'intérêt des consommateurs.

GRDF est également favorable à distinguer les coûts échoués récurrents et les autres coûts échoués et frais d'études sans suite des opérateurs de transport, qui seraient traités au cas par cas.

S'agissant du traitement envisagé pour les actifs cédés, GRDF souhaite qu'il soit limité au périmètre des seuls biens immobiliers ou à des actifs spécifiques à certains opérateurs le cas échéant si leur valeur de cession est telle qu'elle justifie d'appliquer ce type de mécanisme.

GRDF est favorable à l'objectif visé par la CRE de rendre aux consommateurs, via le CRCP, tout ou partie des plus-values (mais pas des moins-values) de cessions réalisées par les opérateurs. En effet, dès lors qu'un actif a été rémunéré sur toute sa durée d'amortissement réglementaire, il ne faudrait pas que les opérateurs soient incités à revendre un actif pour réaliser une plus-value tout en réinvestissant en même temps dans un nouvel actif à nouveau rémunéré sur une longue période. Il paraît donc souhaitable de mettre en place un mécanisme de partage de cette plus-value éventuelle qui soit juste pour les consommateurs et incite cependant l'opérateur à vendre au meilleur prix.

Quand l'actif n'est pas totalement amorti, il serait logique que l'opérateur soit compensé à hauteur de la valeur résiduelle et que le mécanisme de partage avec le tarif ne s'applique que si le prix de cession est supérieur à cette valeur résiduelle.

Cependant, les propositions de méthodologie de traitement présentées par la CRE dans la consultation publique méritent d'être précisées.

- Dans la première proposition de traitement, GRDF comprend que le montant qui serait repris via le CRCP correspondrait aux amortissements constitués.

Il conviendrait, en premier lieu, de préciser de quels amortissements il s'agit : comptables ou réglementaires (cf. remarque préalable). Les amortissements réglementaires sont supérieurs avec la régulation gaz du fait de la réévaluation annuelle de la BAR calée sur l'inflation. Les opérateurs gaz seraient donc une nouvelle fois pénalisés par rapport aux opérateurs électricité.

Cela nécessite donc de plafonner le montant des d'amortissements repris au CRCP au montant du prix de cession, sinon dans le cas où ce dernier serait inférieur aux montants des amortissements constitués, l'opérateur serait pénalisé.

Cette proposition semble donc présenter des biais et ne pas répondre au partage de la plus-value, dans le cas où le prix de cession serait bien supérieur aux amortissements constitués (notamment si le bien concerné est totalement amorti).

GRDF n'est donc a priori pas favorable à cette première approche.

¹ Cf. page 37 de la consultation publique 2019-003 du 14 février 2019 qui met en lumière les différences de traitement des opérateurs régulés sur les coûts échoués.

- Dans la seconde approche, GRDF comprend que le « produit net de la cession » correspond à la notion de « plus-value » définie au début du paragraphe 2.1.2.3.2. de la consultation publique

Si tel est bien le cas, GRDF préconise de retenir cette approche, sous réserve de préciser les éléments suivants.

En effet, l'idée étant de reprendre au CRCP la quote-part de la plus-value correspondant au prorata de la durée de vie écoulée sur la durée totale d'utilisation du bien concerné, il semblerait pertinent de préciser que la plus-value est déterminée par rapport à la valeur résiduelle (donc la BAR de l'actif cédé pour les opérateurs gaziers – ce qui permet d'ailleurs de ne prendre en compte que la valeur financée par les opérateurs), et qu'il s'agit des amortissements et de la durée réglementaires (cf. remarque préalable). En fait, si la quote-part est définie au prorata de la durée d'amortissement réglementaire, le dispositif est beaucoup plus simple et il n'y a plus lieu de s'interroger sur les montants d'amortissements réalisés.

GRDF propose par ailleurs de compléter ce dispositif en réservant une quote-part de la plus-value à l'opérateur. S'agissant d'un nombre de cas a priori limité, cette quote-part pourrait éventuellement être modulée. Elle pourrait être faible pour ne pas inciter les opérateurs à céder des actifs qu'il serait nécessaire de remplacer (5% par exemple), et plus élevée (50% par exemple) dans le cas d'un actif jugé totalement « inutile » mais valorisable afin d'inciter les opérateurs à en partager la plus-value éventuelle avec les consommateurs.

Ainsi, on obtient dans le premier cas (5%) la formule suivante :

Plus-value reprise au CRCP = (Prix de cession – Valeur de la BAR résiduelle ou VNC pour les électriciens) * 95% * (durée de vie écoulée) / (durée totale d'amortissement réglementaire)

Question 3 : Etes-vous favorable aux grands principes tarifaires que la CRE envisage pour le tarif ATRT7 ?

GRDF est favorable aux grands principes tarifaires définis par la CRE, et l'encourage à aller au bout de l'harmonisation des dispositifs entre opérateurs, notamment concernant les modalités d'apurement du CRCP et le traitement des coûts échoués (sur lequel la position de GRDF a été précisée en réponse à la question précédente).

Question 4 : Etes-vous favorable au calendrier et aux principes d'évolution tarifaire envisagés par la CRE pour le tarif ATRT7 ?

GRDF est favorable au maintien d'une période tarifaire à 4 ans, offrant une visibilité satisfaisante aux opérateurs de marché.

L'évolution de certains termes au 1er octobre, en décalage avec le reste de la grille au 1er avril, peut poser question quant à l'équilibre global, au-delà de la complexité supplémentaire induite.

Question 5 : Etes-vous favorable au périmètre des charges et produits couverts par le CRCP envisagé par la CRE pour le tarif ATRT7 ?

GRDF partage le besoin exprimé par GRTgaz d'intégrer au CRCP les écarts sur les dépenses d'investissements liées aux projets SI de rénovation majeurs ou imposés par les acteurs du marché. En effet, ces coûts ne sont pas maîtrisables par anticipation compte tenu de l'évolution accélérée du contexte réglementaire, des demandes externes (clients, fournisseurs, collectivités locales) et de la

politique commerciale des éditeurs de logiciels envers lesquels l'opérateur s'est engagé (renouvellement des solutions logicielles, coûts de maintenance...).

Le mécanisme actuel pourrait s'avérer inefficace en incitant les opérateurs à différer ou arbitrer des investissements non prévus dans le cadre de la trajectoire tarifaire.

Enfin, reprenant la réponse à la question 2, GRDF souhaite que le dispositif lié aux cessions d'actifs immobiliers ne soit couvert qu'à 95% au CRCP, de manière à conserver une incitation à céder les actifs devenus inutiles et en partager les bénéfices avec les consommateurs.

Question 6 : Etes-vous favorable aux mécanismes de régulation incitative des investissements proposés par la CRE pour le tarif ATRT7 ?

L'élargissement du dispositif de régulation incitative aux projets inférieurs à 20 M€, pour un nombre de projets limités et choisis aléatoirement, paraît vertueux sous réserve de ne pas induire une complexité et des coûts de traitement supérieurs au bénéfice potentiel pour la collectivité.

En revanche, GRDF considère que le mécanisme de TOTEX proposé par TERECA, consistant à intégrer dans la BAR les montants prévisionnels des investissements SI, ne constitue pas une option satisfaisante. Cela inciterait les opérateurs à surévaluer les montants prévisionnels des projets pour maximiser les montants inscrits dans la BAR, et les faire supporter ensuite par le tarif sans avoir à les justifier. Par ailleurs, le fait d'indexer les valeurs de la BAR sur des montants différents des montants réels constatés en comptabilité introduirait une complexité de traitement importante.

Comme indiqué dans la réponse précédente, le mécanisme d'inscription au CRCP des écarts sur certains grands projets ciblés nous semble bien plus transparent et efficace afin de couvrir le risque financier des opérateurs dans le domaine SI.

Question 7 : Etes-vous favorable aux évolutions du dispositif de régulation incitative de la qualité de service envisagées par la CRE pour le tarif ATRT7 ?

GRDF se questionne sur l'équilibre du système du fait de la mise en place d'éléments asymétriques dans le dispositif de régulation incitative de la qualité de service, en l'occurrence s'agissant des plafonds de bonus et de malus dans la présente consultation ATRT. En effet, le dispositif a vocation à inciter les opérateurs à progresser dès lors que l'amélioration de la qualité est considérée comme un enjeu important pour les parties prenantes. Chaque objectif devrait être défini de manière centrée par rapport à un niveau de performance utile aux parties prenantes et raisonnablement atteignable par l'opérateur sans générer de surcoûts disproportionnés de sur-qualité par rapport à la valeur de la performance additionnelle.

Le solde fortement positif constaté sur la période ATRT6 pour les transporteurs serait a priori déjà annulé par le recalage proposé des indicateurs pour la période ATRT7. Y ajouter des mécanismes asymétriques conduirait à une forte probabilité de solde négatif sur l'ensemble de la période puisque les années favorables ne pourront pas compenser celles ayant conduit à un malus. Le mécanisme incitatif deviendrait un mécanisme punitif alors que l'incitation devrait être proportionnée à la valeur de la performance additionnelle pour la collectivité.

Question 8 : Avez-vous des remarques concernant le cadre de régulation incitative de l'innovation et de la R&D envisagé par la CRE pour le tarif ATRT7 ?

GRDF se montre favorable aux dispositifs décrits, notamment le guichet smart grids et la production du rapport public R&D bisannuel.

GRDF est favorable à la consultation du marché en début de période tarifaire concernant les thèmes de recherche à privilégier, gardant à l'esprit que les inflexions de trajectoire pourront être intégrées à la révision à mi-période tarifaire permise par la CRE sur ce sujet.

Question 9 : Etes-vous favorable aux orientations envisagées par la CRE concernant le niveau des charges à couvrir pour la période ATRT7 pour GRTgaz et Teréga ?

Concernant les charges de capital normatives, GRDF constate avec satisfaction que la CRE n'a pas suivi le rapport de l'auditeur en relevant significativement le bas de la fourchette publiée dans la consultation publique.

Toutefois, au-delà des querelles méthodologiques sur la détermination des différents paramètres déterminant le CMPC et notamment le Bêta des opérateurs, GRDF considère que les éléments publiés dans la consultation publique sont notoirement insuffisants pour se forger une opinion sur la pertinence du jeu de paramètres choisis et semblent même incohérents avec les constats de l'auditeur lorsqu'il s'agit du coût de la dette.

GRDF considère également que la question de la méthodologie de conversion des taux nominaux après impôts en taux réels avant impôts devrait être tranchée en faveur des opérateurs gaziers qui sont actuellement pénalisés par rapport aux opérateurs électriciens.

Enfin, GRDF considère le contexte de la stratégie nationale bas carbone et du projet de PPE comme particulièrement défavorable au gaz car ne prenant pas suffisamment en compte le potentiel de développement du biométhane et la possibilité de répondre aux exigences de la transition énergétique tout en conservant une base clientèle stable en nombre.

En conséquence, GRDF estime que la CRE devrait retenir pour les opérateurs gaziers un CMPC à minima très proche de la borne haute indiquée par la CRE dans la consultation publique, voire la dépassant.

GRDF n'émet pas d'avis sur le niveau des CNE demandées par les opérateurs ni sur les arbitrages proposés par le cabinet d'audit et la CRE. En revanche, un certain nombre de réserves d'ordre méthodologique peuvent être formulées.

Tout d'abord, le **changement des hypothèses d'inflation** retenues par le cabinet Schwartz conduit à des arbitrages complémentaires implicites qui ne sont pas mis en évidence dans la consultation publique. En effet, les trajectoires des opérateurs ont été élaborées avec des hypothèses d'inflation légèrement inférieures pour GRTgaz, légèrement supérieures pour Teréga. Si les opérateurs avaient été informés par la CRE préalablement d'un scénario d'inflation à retenir pour l'élaboration de leurs trajectoires tarifaires :

- Les trajectoires tarifaires de GRTgaz auraient été supérieures. Cet écart lié au différentiel d'inflation constitue donc un arbitrage supplémentaire qui n'est pas affiché par l'auditeur,
- Les trajectoires tarifaires de Teréga Transport auraient été inférieures. Dans ce cas, l'arbitrage affiché par l'auditeur est donc artificiellement majoré.

Par ailleurs, le scénario FMI choisi n'est aucunement discuté et justifié par l'auditeur parmi la multiplicité des scénarios publiés par de nombreuses institutions financières.

Enfin, ce choix ne conduit qu'à complexifier les analyses pour l'ensemble des parties prenantes sans leur apporter d'éclairage supplémentaire, et ce d'autant plus que les différentiels d'inflation entre les trajectoires prévisionnelles et les trajectoires réelles d'OPEX sont couverts via le CRCP.

Concernant les arbitrages d'efficience additionnelle, le cabinet Schwartz propose un arbitrage basé sur le maintien de l'efficience de l'opérateur exprimée en k€/km et correspondant au niveau constaté en 2018 inflaté.

Outre le fait qu'aucune démonstration n'est faite de la pertinence de l'indicateur retenu, l'hypothèse d'une évolution strictement égale à l'inflation n'est aucunement justifiée par l'auditeur. Cela suppose notamment que tout effort supplémentaire de l'opérateur dans un domaine particulier, la R&D par

exemple, devrait être compensé intégralement par une baisse de charge concomitante sur la main d'œuvre par exemple.

Si une certaine stabilité de ce type d'indicateur est bien entendu souhaitable dans l'intérêt des consommateurs, son application brutale et sans prise de recul par rapport aux sous-jacents métiers nous apparaît contraire aux principes même de la régulation et de la couverture des coûts d'un opérateur efficient.

Si l'atteinte de ce critère devait être érigé en principe, il aurait de notre point de vue un certain nombre d'inconvénients :

- Il encourage la médiocrité car plus un opérateur est performant, plus ses marges de manœuvre et l'évolution de sa productivité sont limitées.
- Il est contraire aux pratiques de benchmark constatées dans certains pays européens. Quand un opérateur fait référence, ses objectifs de productivité sont généralement moins élevés que ceux affectés aux opérateurs les moins efficients qui sont priés de réduire l'écart de performance existant avec l'opérateur de référence.
- Il ne prend pas en compte les évolutions structurelles de l'activité. Si les transporteurs devaient principalement développer des stations de compressions pour injecter du biométhane dans le réseau de transport par exemple, leurs CNE augmenteraient sans que les km de réseau augmentent se traduisant mécaniquement par une dégradation de l'indicateur CNE/km

Enfin, concernant la répartition des rôles entre l'auditeur et la CRE sur les arbitrages proposés, ce mode de fonctionnement pose question et génère également un biais méthodologique.

En effet, par construction l'auditeur laisse un certain nombre d'arbitrages à la discrétion du régulateur sans avoir d'information sur l'amplitude des ajustements envisagés par ce dernier. Or le mode de calcul même de l'efficience additionnelle qu'il propose repose sur le niveau global de CNE (hors énergie). Dès lors, l'arbitrage d'efficience additionnelle proposé par l'auditeur est potentiellement redondant avec les arbitrages additionnels proposés par la CRE.

Autrement dit, si l'auditeur prenait en compte les arbitrages proposés par la CRE, l'indicateur de CNE/km serait mécaniquement amélioré et l'arbitrage d'efficience additionnelle serait réduit d'autant, voire annulé.

Ainsi, l'application d'un ultime arbitrage sur le poste R&D&I de 13M€ sur 4 ans pour GRTgaz par exemple, est à comparer aux 16 M€ cumulés d'efficience additionnelle proposés par l'auditeur.

De manière plus générale, GRDF questionne la démarche d'un arbitrage d'efficience globale. Tout d'abord la logique d'un audit poste à poste est bien de vérifier la sincérité des trajectoires des opérateurs et de proposer le cas échéant des efforts de productivité additionnelle. Si l'audit est bien fait et si les arbitrages de l'audit poste à poste sont correctement dimensionnés, il n'y a aucune logique à imposer aux opérateurs un arbitrage additionnel global.

Enfin, GRDF insiste une nouvelle fois sur le fait que **les ambitions du projet de PPE** (toujours en cours de concertation) sur le biométhane **doivent être considérées comme un objectif a minima** pour répondre aux enjeux de transition énergétique. Il convient de laisser aux opérateurs de réseaux les moyens de dépasser ces niveaux si le développement de la filière le demande, dans la mesure où **le droit à l'injection n'autorise pas les opérateurs à refuser les raccordements** qui iraient au-delà du projet de PPE.

Les projections du Comité de Prospective de la CRE, les prévisions de l'ADEME et le stock de projets en cours plaident en effet pour une trajectoire de volumes plus élevée.

Des arbitrages importants sur ce poste vont donc à l'encontre de la dynamique de raccordements observée à date, tous opérateurs confondus :

- Projets injectant : 1,7 TWh
- Projets ayant signé leur contrat de raccordement avec un opérateur : 2 TWh
- Projets ayant demandé leur récépissé ADEME : 10,5 TWh

Soit 14,2 TWh de capacité maximale déjà engagés, correspondant à 10,6 TWh injectés à fin 2023.

Question 10 : Avez-vous des remarques concernant les souscriptions prévisionnelles de GRTgaz et Teréga pour la période 2020-2023 ?

GRDF précise que l'évolution de la pointe des consommations calculée par les opérateurs de transport ne peut pas être directement comparée avec l'évolution des consommations constatées sur son réseau, même s'il existe des inducteurs communs.

D'une part, les clients directement raccordés au réseau de transport contribuent notablement à la pointe globale de consommation des opérateurs de transport.

D'autre part, l'évolution de la pointe des consommations aux Point d'Interface Transport Distribution n'est pas proportionnelle à l'évolution des consommations annuelles corrigées du climat estimée par GRDF :

- Compte tenu des mesures d'efficacité énergétique, une partie du parc est renouvelée progressivement par des installations neuves ou rénovées, dont la sensibilité au climat est réduite sans qu'il soit possible à ce stade de conclure sur le besoin en extrême pointe. La survenance d'événements climatiques extrêmes doit nous inciter à la prudence dans ce domaine.
- Au cours des dernières années, GRDF note une évolution positive des consommations sur le haut de portefeuille (clients moins climatiques), compensant en partie la légère baisse des consommations observée chez les clients domestiques et petits professionnels.

En prenant en compte ces éléments, la baisse des souscriptions indiquée par GRTgaz et TEREGA sur le réseau régional ne présente pas d'incohérence avec l'évolution des consommations annuelles prévue par GRDF dans ses trajectoires pour le tarif ATRD.

GRDF ne saurait émettre d'avis sur le choix du scénario le plus approprié concernant la trajectoire de souscriptions pour GRTgaz parmi les 2 tableaux présentés. Par contre, GRDF s'interroge sur l'impact tarifaire éventuel des hypothèses des opérateurs en matière de souscriptions court terme car la consultation publique n'apporte aucun éclairage sur ce point.

Question 11 : Avez-vous des remarques concernant les grands principes tarifaires et la méthode que la CRE envisage de retenir pour le tarif ATRT7 ?

GRDF est favorable aux principes de tarification envisagés par la CRE et à la méthodologie employée, dont les résultats sont dans la continuité du tarif ATRT6.

Toutefois, GRDF s'étonne de voir les hypothèses de répartition de coûts entre réseau principal et réseau régional pénaliser encore davantage le réseau régional : hypothèse de 54% sur le réseau régional selon les gestionnaires de réseaux de transport, alors que sur la période ATRT6 les coûts affectés à cette catégorie de réseau ne représentaient que 51,5%. Cette hypothèse de 54% n'est aucunement justifiée dans la consultation publique.

L'utilisation de ces hypothèses conduisent à des hausses s'appliquant au terme d'acheminement sur le réseau régional (respectivement +0,97% pour GRTgaz et +2,1% pour TEREGA) alors que pour leur grande majorité les autres termes tarifaires baissent. Il en résulte un risque de dégrader l'équilibre entre les coûts et recettes par catégorie de réseaux, et accentuer l'écart constaté sur la période ATRT6 (déjà en défaveur des réseaux régionaux). GRDF déplore que ces choix conduisent à faire supporter majoritairement les hausses des tarifs ATRT aux clients des réseaux de distribution.

Un dernier point, concernant le lissage du revenu autorisé sur la période tarifaire : bien que GRDF en comprenne l'intérêt du point de vue du client, cela ne garantit pas pour autant l'absence d'évolutions dans des sens opposés qui résulteraient de l'impact du CRCP. Le lissage peut par ailleurs créer pour l'opérateur des décalages comptables entre ses coûts et ses recettes. GRDF est donc réservé à ce sujet et s'interroge sur les attentes réelles des consommateurs dans ce domaine.

Question 12 : Etes-vous favorable aux niveaux de rabais envisagés par la CRE pour les capacités interruptibles aux PITS ?

GRDF n'émet pas d'avis sur le niveau de rabais envisagé par la CRE.

Question 13 : Etes-vous favorable à la suppression de l'IAPC et à la réduction, voire la mise à zéro, du terme tarifaire de livraison pour les sites fortement modulés ?

GRDF est favorable à la suppression de l'IAPC, dans une logique d'harmonisation et de simplification au travers du futur dispositif général d'interruptibilité.

Toutefois au vu du peu d'éléments communiqués, GRDF reste perplexe sur la proposition de réduction (ou de mise à zéro) du terme de livraison pour les sites fortement modulés. A défaut d'éléments complémentaires, GRDF comprend que la suppression de l'IAPC sera déjà compensée par le futur dispositif d'interruptibilité, et à ce titre un rabais complémentaire pour ces clients fortement modulés ne paraît pas justifié.

GRDF souhaiterait disposer d'éléments complémentaires sur les modalités (critère d'éligibilité à ce rabais, montant de la réduction) et les montants en jeu pour en estimer les impacts financiers et les répercussions éventuelles.

Par ailleurs, bien que cette partie ne fasse pas l'objet de question spécifique, GRDF souhaite revenir sur la proposition de GRTgaz et validée par la CRE, d'abaisser le coefficient des compléments mensuels en janvier-février à 4/12 au lieu de 8/12. En réponse à la consultation publique sur la structure tarifaire transport, GRDF avait émis son besoin d'analyse sur les impacts.

Avec le dispositif actuel autorisant la souscription de compléments mensuels jusqu'au dernier jour du mois en cours, GRDF constate que ceux-ci sont fréquemment utilisés pour couvrir la pointe en cas de pic de froid ou d'activité pour les clients industriels. Ainsi, le niveau de la CJA annuelle est inférieur à la pointe de consommation réelle pour 40% des clients qui optimisent leurs souscriptions. GRDF alerte la CRE sur le fait qu'une baisse du coût des compléments mensuels conduira ces clients à réduire encore davantage leur niveau de souscription annuelle, avec un impact global sur la somme des souscriptions annuelles qui pourrait atteindre plus de 5% d'après nos simulations.

Outre la baisse de recettes pour les distributeurs, pour laquelle se pose la question de la couverture au travers du tarif ATRD (ces recettes n'étant pas couvertes au CRCP), GRDF alerte sur le fait que cette baisse de souscriptions se reportera sur les clients profilés (par le mécanisme du terme de bouclage sur la pointe hivernale).

GRDF est en conséquence défavorable à cette modification des compléments mensuels de souscription.

Question 14 : Êtes-vous favorable à l'adaptation de la formule de calcul de la modulation hivernale pour les clients « à souscription » envisagée par la CRE à compter du 1er avril 2020 ?

En préambule, GRDF salue la volonté de la CRE d'instaurer un dispositif de calcul des compensations stockage commun entre opérateurs, prenant en compte l'interruptibilité des sites, et partage l'intérêt de se baser sur des données réelles de consommation plutôt que des valeurs normatives comme dans la formule actuelle.

Sur la forme, il est en revanche particulièrement étonnant que la CRE pose cette question dans la consultation publique Transport alors qu'elle concerne au premier chef les clients à souscription Distribution et que la CRE ne fournit aucune donnée sur l'impact qui serait généré par son extension

envisagée aux clients Transport. Cette question aurait dû être instruite directement avec GRDF ce qui n'a pas été le cas.

Par ailleurs, après analyse, GRDF se prononce défavorablement sur la formule proposée par la CRE pour répondre à cette ambition.

La formule proposée est en effet bien trop peu discriminante : pour un client thermosensible, la « modulation » serait égale à moins de 50% de sa consommation moyenne d'un jour d'hiver (et moins de 33% de sa consommation sur les journées les plus froides même sans pic exceptionnel). Il lui serait facile et sans risque de souscrire une capacité interruptible à cette hauteur-là pour annuler mécaniquement sa contribution au dispositif de compensation stockage.

Non seulement la mise en œuvre du dispositif d'interruptibilité aurait alors peu d'impact sur la consommation totale du réseau de transport et du réseau de GRDF en cas de pic de froid, mais de plus il serait très compliqué pour GRDF de vérifier unitairement la bonne mise en pratique par les clients de leur réduction de consommation puisque la baisse serait assez marginale par rapport à la consommation de ces clients sur les journées de crise.

Avec la prise en compte des capacités interruptibles, l'impact serait potentiellement bien supérieur aux -50% estimés par la CRE dans la consultation publique par rapport à la formule actuelle. De même, et à défaut d'éléments communiqués par la CRE sur l'impact pour les clients transport, nous en déduisons que leur contribution à l'assiette de la compensation stockage serait plus que divisée par deux par rapport aux éléments affichés dans la consultation publique sur la structure ATRT du 27 mars 2019, devenant alors marginale par rapport à la contribution des clients distribution et éliminant toute perspective de bénéfice notable pour les clients profilés.

De plus, compte tenu de l'écart très important entre les deux formules, GRDF se préoccupe de la différence de traitement entre les clients T3 et T4, et des impacts financiers qui en découlent.

D'une part, la segmentation tarifaire n'étant pas en lien direct avec les secteurs et typologies d'activités, il nous semble problématique d'introduire une différence de niveau très notable de composante stockage entre deux clients ayant des profils de consommation comparables en fonction de leur tarif.

D'autre part, il convient de mesurer l'impact global cumulé pour le client final, intégrant les évolutions de grille ATRD et ce changement sur la composante stockage. L'écart important de formule entre clients T3 et T4 viendrait notamment déplacer la limite de continuité théorique entre tarifs du point de vue distribution, avec des arbitrages illégitimes de la part des fournisseurs afin d'optimiser l'offre globale.

Pour ces raisons, il nous paraît souhaitable que la nouvelle formule soit applicable de la même manière à tous les clients T3 et T4. Or, au vu de l'impact de la formule proposée dans la consultation publique, cela ne serait pas réaliste car on reporterait une part trop importante des coûts de composante stockage sur les clients T2 : cette extension du périmètre n'est envisageable que conjointement à un ajustement de la formule proposée.

En synthèse, GRDF préconise d'étudier une modification de la formule, de telle sorte que la « modulation » d'un client thermosensible-type représente au moins l'équivalent de sa consommation moyenne d'un jour d'hiver, tout en conservant le principe d'un résultat nul pour des clients industriels ne consommant pas exclusivement en hiver. Dans ces conditions, la formule pourra s'appliquer de manière élargie à tous les clients T3-T4-TP, et cela redonnera du sens au mécanisme d'interruptibilité en restreignant son bénéfice à des clients capables d'effacer une part significative de leurs consommations en cas de pic de froid.

GRDF se tient bien évidemment à disposition des services de la CRE pour en discuter et proposer un ajustement de la formule à même de répondre à ces objectifs.

Notons au passage, qu'il serait préférable de nommer différemment le critère de « modulation » dans la délibération car dans le vocabulaire usuel des opérateurs ce terme est utilisé pour qualifier le ratio entre la consommation annuelle et la consommation journalière de pointe (exprimé en nombre de jours).

Enfin, de manière plus générale, GRDF s'interroge sur le couplage de ce dispositif avec le dispositif de l'arrêté interruptibilité et les discussions en cours sur le mécanisme de délestage.

A ce jour, le statut de délestable sans risque sur le réseau de distribution induit la dispense de compensation stockage. Avec l'ATRT7, pour que la nouvelle formule de modulation induise bien une quantité d'interruptibilité journalière significative sur le réseau de transport et sur le réseau de distribution, la dispense bénéficiant aux clients « délestables sans risque » devrait disparaître. Dans le cas contraire, en effet, les clients auraient tout intérêt à choisir la délestabilité plutôt que l'interruptibilité puisque les clients délestables seraient sollicités après les clients interruptible en cas de crise. Rappelons qu'il n'y a pas de sanction prévue pour un client délestable sans risque qui ne se déleste pas.

Concernant le calendrier, GRDF souhaite que la dispense de compensation stockage pour les clients délestables soit supprimée dès le 1^{er} avril 2020 (à condition toutefois que l'arrêté décrivant les mécanismes d'interruptibilité soit entré en vigueur d'ici fin 2019). Dans ces conditions, il semblerait opportun que les transporteurs fassent en sorte de mettre en œuvre le nouveau dispositif d'interruptibilité au 1^{er} novembre 2020, le rendant ainsi opérationnel pour la période hivernale.

GRDF manque de visibilité globale sur ces questions et demande à la CRE que ces points soient précisés dans sa délibération finale.